DES POLITIQUES POUR UNE PLUS GRANDE EFFICACITE DE L'AIDE.

- NOUS DEVONS AUSSI EXAMINER NOS PROPRES EFFORTS EN MATIERE D'AIDE. LE COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT (CAD) A JOUE UN ROLE UTILE A CET EGARD. SI NOTRE SITUATION BUDGETAIRE ACTUELLE NE NOUS PERMET PAS D'AUGMENTER SENSIBLEMENT LES CREDITS AU TITRE DE L'AIDE, PEUT-ETRE POUVONS-NOUS AMELIORER LES MODALITES DE L'AIDE. NOUS PREVOYONS UNE AUGMENTATION DE L'AIDE DU CANADA D'ENVIRON 8,7 POUR CENT PAR AN DURANT LES CINQ PROCHAINES ANNEES. LORS DU DERNIER BUDGET, LE CANADA A DECIDE D'ACCORDER TOUTE SON AIDE SOUS FORME DE SUBVENTIONS PLUTOT QUE DE PRETS. EN OUTRE, PREOCCUPES PAR LA SITUATION FINANCIERE DES PAYS PLUS PAUVRES, NOUS ETUDIONS SERIEUSEMENT LES MOYENS D'ALLEGER LE FARDEAU QUE CONSTITUENT LES PRETS DEJA ACCORDES AU TITRE DE L'AIDE ET QUI N'ONT PAS ENCORE ETE REMBOURSES, NOTAMMENT DANS LE CAS DES PAYS QUI FONT DES EFFORTS COURAGEUX EN VUE DE REMETTRE LEURS ECONOMIES SUR UNE BASE PLUS SOLIDE.
- MONSIEUR LE PRESIDENT, IL EST UN AUTRE ASPECT DU ROLE DES GOUVERNEMENTS CREDITEURS QUI M'INQUIETE, A SAVOIR LES AJUSTEMENTS ECONOMIQUES QUE NOUS ATTENDONS DES PAYS EN DEVELOPPEMENT EN CAS D'ACCROISSEMENT DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX. NOUS SOMMES TOUS CONSCIENTS DE L'IMPORTANCE DE L'AJUSTEMENT STRUCTUREL QUI RESTE A FAIRE POUR ATTEINDRE UNE CROISSANCE DURABLE DANS CERTAINS PAYS, MALGRE LES EFFORTS DES TROIS DERNIERES ANNEES. TOUTEFOIS, J'AI EGALEMENT REMARQUE LES DIFFICULTES QU'ONT CERTAINS GOUVERNEMENTS A PROCEDER A CES CHANGEMENTS DANS LE CONTEXTE DES REALITES POLITIQUES PROPRES A LEURS PAYS. NOUS DEVONS VEILLER A CE QUE LES CONDITIONS LIEES AUX NOUVEAUX PRETS TIENNENT COMPTE DES REALITES INTERNES ET EXTERNES.
- LES NOUVEAUX FLUX FINANCIERS DOIVENT ETRE UTILISES DE FACON PLUS EFFICACE QUE PAR LE PASSE. NOUS DEVONS VEILLER A CE QUE LES NOUVEAUX APPORTS REPRESENTENT VRAIMENT DES FLUX FINANCIERS SUPPLEMENTAIRES. NOUS DEVONS EGALEMENT PROUVER NOTRE VOLONTE D'AIDER LES PAYS QUI FONT UN SERIEUX EFFORT D'AJUSTEMENT, NOTAMMENT LORSQU'ILS SE HEURTENT A DES PROBLEMES DONT ILS NE SONT PAS LES RESPONSABLES.
- NOS EFFORTS DEVRAIENT REFLETER UNE EVALUATION COMMUNE, PAR TOUTES LES PARTIES INTERESSEES, DE CE QUI EST SOUHAITABLE ET DE CE QUI EST POLITIQUEMENT POSSIBLE EN MATIERE D'AJUSTEMENT DES POLITIQUES